

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°222 du lundi 02 mai 2022 - Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

RPG Arc-en-ciel P.2  
**Les révélations de Taliby Dabo après sa rencontre avec Alpha Condé**



Rejet de la demande de libération de Kassory et Cie P.2  
**La réaction des avocats de la défense**



Foniké Menguè du FNDC alerte P.4  
**« Attention peuple de Guinée, le système est toujours là! »**



Pèlerinage chrétien à Boffa  
**La visite-surprise du colonel Mamadi Doumbouya** P.4

Transition de 39 mois  
**L'ANAD de Cellou Dalein Diallo n'en veut pas** P.4

Chantage et de tentative d'extorsion d'argent  
**Plus de 3.000 migrants sont morts en mer en 2021 en route vers l'Europe, indique l'ONU** P.5

**Interview** Coup d'Etat du 5 septembre

## **En soutien aux victimes, le parti PUL dépose une plainte au TPI de Kaloum contre le CNRD** P.3



Edito à vue d'Aigle

## **Le chronogramme de la discorde !**

C'est huit mois après sa prise du pouvoir, dans les circonstances que tout le monde connaît, que le CNRD, à sa tête le colonel Mamadi Doumbouya, a enfin décidé, non sans pression, de proposer quelque chose par rapport au chronogramme et à la durée de la transition. Le samedi 30 avril 2022, dans une adresse à la nation depuis Boffa, le tombeur d'Alpha Condé a annoncé qu'il va proposer au CNT 39 mois comme durée de la transition... P.2

## Edito à vue d'Aigle



### Le chronogramme de la discorde !

**C'est huit mois après sa prise du pouvoir, dans les circonstances que tout le monde connaît, que le CNRD, à sa tête le colonel Mamadi Doumbouya, a enfin décidé, non sans pression, de proposer quelque chose par rapport au chronogramme et à la durée de la transition. Le samedi 30 avril 2022, dans une adresse à la nation depuis Boffa, le tombeur d'Alpha Condé a annoncé qu'il va proposer au CNT 39 mois comme durée de la transition.**

« Chaque Guinéen a droit à la parole, l'avis de tout le monde compte. C'est la volonté de la majorité qui tranche les contradictions, de même que celle du peuple souverain a vocation à rallier tous et à s'imposer à chacun. Il en est de même de la durée et du chronogramme de la Transition, que des autres questions vitales de la nation. De toutes les consultations engagées à tous les niveaux depuis le début de la Transition, avec toutes les composantes de la nation, auprès de tous les Guinéens partout où ils se trouvent, il ressort une proposition médiane d'une durée consensuelle de la Transition de 39 mois. Le CNRD et le Gouvernement à leur tour soumettront au CNT, qui tient lieu de parlement, cette proposition qui est consécutive à de larges et patientes concertations. », a annoncé l'actuel locataire du Palais Roi Mohamed V.

Mais comme il fallait s'y attendre, les acteurs sociopolitiques n'ont pas tardé à réagir et à réitérer leur position par rapport à la conduite de la transition. C'est le cas par exemple de l'ANAD, la coalition politique à laquelle l'UFDG de Cellou Dalein Diallo, qui ne s'est pas posé mille et une questions pour rejeter ce chronogramme proposé par le CNRD et que d'aucuns appellent déjà le "chronogramme de la discorde". Elle l'a fait savoir à travers une déclaration rendue publique le dimanche 1<sup>er</sup> mai. « C'est avec une grande surprise que l'ANAD a suivi, ce samedi 30 avril 2022,

l'adresse du Président de la transition imposant à la nation une durée injustifiable de la transition.

L'ANAD rejette avec force cette décision unilatérale qui viole la Charte dans son article 77... », peut-on lire dans la déclaration de l'ANAD.

A l'instar de cette plateforme politique dirigée par Cellou Dalein Diallo, le FNDC, le FNDC politique (UFR, MoDel) ainsi que le RPG Arc-en-ciel et alliés, rejettent catégoriquement la proposition du CNRD annoncée par la voix de son chef, le colonel Mamadi Doumbouya. S'achemine-t-on donc vers un bras de fer entre les autorités de la transition et les acteurs sociopolitiques du pays. C'est la question à la fois pertinente et inquiétante que tous les observateurs avertis se posent désormais. Attendons de voir...

Kéfina Diakité

## RPG Arc-en-ciel

### Les révélations de Taliby Dabo après sa rencontre avec Alpha Condé

**Le mercredi 27 avril 2022, dans l'émission «Mirador» de FIM FM, Taliby Dabo, membre de la coordination régionale du RPG Arc-en-ciel en Haute Guinée, a parlé entre autres de sa rencontre avec l'ancien président, Pr. Alpha Condé, renversé le 5 septembre 2021 par les forces spéciales, à leur tête le colonel Mamadi Doumbouya.**



Pour Taliby Dabo, il n'y a plus d'ambiguïté par rapport à la désignation du Dr Ibrahima Kassory Fofana à la tête du Conseil Exécutif Provisoire (CEP) du RPG Arc-en-ciel. Il révèle que lors de sa rencontre avec Alpha Condé, ce dernier aurait reconnu que

Ibrahima Kassory Fofana a été choisi par les structures du parti. Il a par ailleurs insisté sur le fait que le chef de l'État déchu tienne absolument à l'unité du parti qu'il a fondé et qui lui a permis de conquérir le pouvoir dans les conditions que l'on sait.

« Il a répété plusieurs fois qu'il faut une gestion collégiale. Dans sa pensée, il faut un présidium. Désormais il a été clair, quand il a reçu le premier groupe et il l'a répété avec moi, il a cité 5 noms et ces 5 éléments vont constituer désormais le présidium que sont Ibrahima Kassory Fofana, Zalikatou Diallo, Ibrahima Khalil Kaba, Mamadou Ballo et Amadou Damaro Camara », a-t-il révélé. Et Taliby Dabo de poursuivre en ces termes: «il (Alpha Condé) pense que l'union passe par là. Donc, il faut éviter d'exclure certaines personnes pour que tout le monde soit dans le bateau. Désormais, le capitaine à bord, il a été très clair, c'est Ibrahima Kassory Fofana. Il reconnaît que Ibrahima Kassory a été choisi par les structures du parti. Les structures ont dit que Kassory est bien le président du Conseil Exécutif Provisoire ».

Kéfina Diakité

### Rejet de la demande de libération de Kassory et Cie La réaction des avocats de la défense

**Lors d'une audience qui s'est tenue le mardi 26 avril, le président de la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF) a rejeté la demande de mise en liberté provisoire de Kassory Fofana et Cie. Ce qui a eu le don de mettre dans tous ses états le Collectif des avocats de la Défense.**

Il faut rappeler que depuis le 6 avril, Dr Kassory Fofana et d'autres dignitaires du régime Alpha (Dr Mohamed Diané, Oyé Guilavogui, etc) sont détenus à la maison centrale de Conakry. Ils sont poursuivis par la CRIEF pour des faits présumés de détournement de deniers publics. Le mardi 26 avril, le président de la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF) a rejeté la demande de mise en liberté provisoire de Kassory Fofana et Cie. Ce qui a eu le don de mettre dans tous ses états le Collectif des avocats de la Défense que sont: Me Djibril Kouyaté, Me Dinah Sampil, Me Ousmane Seye, Me Mamadou Ismaïla Konaté, Me Almamy Samory Traoré, Me Sékou Kondiano, Me Sidiki Béréty, Me Salifou Béavogui et Me Seydou Diagne. Ledit collectif a réagi à travers un communiqué publié dans la presse.

« Le collectif des avocats de la défense de Messieurs Ibrahima Kassory FOFANA, Mohamed DIANE, Oyé GUILAVOGUI, informe l'opinion publique nationale et internationale, qu'en son audience du mardi 26 avril 2022, le Président de la CRIEF a refusé d'ordonner la libération de



ses clients et d'invalider le mandat de dépôt du Procureur spécial daté du 06 avril 2022.

La défense a immédiatement interjeté appel de cette décision sans fondement.

Elle dénonce avec vigueur les violations récurrentes et répétées des droits fondamentaux de ses clients, non seulement par le Procureur spécial, mais également par le Juge chargé de veiller à leur respect.

La défense dénonce une instrumentalisation manifeste de

la justice guinéenne à des fins politiques.

Elle ne ménagera aucun effort pour le respect de la liberté et des droits de ses clients, notamment par la saisine des Instances Internationales de Promotion et de Protection des Droits Humains. », peut-on lire dans le communiqué du collectif des avocats de la défense de Messieurs Ibrahima Kassory FOFANA, Mohamed DIANE, Oyé GUILAVOGUI.

Kéfina Diakité

**INTERVIEW :** Coup d'Etat du 5 septembre

## En soutien aux victimes, le parti PUL dépose une plainte au TPI de Kaloum contre le CNRD

Le Parti de l'Unité et de la Liberté (PUL) a décidé d'assigner en justice le Conseil national du rassemblement pour le développement (CNRD). Le colonel Mamadi Doumbouya et ses hommes doivent répondre de leurs actes, sur les morts enregistrés au palais présidentiel, lors du coup d'Etat du 5 septembre 2021. Huit mois après, aucun bilan officiel n'est présenté. Cependant, des sources font état d'une vingtaine de morts. A ce jour, selon le président dudit parti, Oumar Bah, les parents des victimes réclament les corps de leurs proches ou du moins, demandent où ces derniers ont été enterrés afin de faire leur deuil. Dans une interview accordée à l'Aigleinfos, Oumar Bah promet d'aller jusqu'au bout afin de rétablir dans leurs droits les parents des victimes. Lisez...

**L'Aigleinfos :** Nous avons appris que vous avez décidé de porter plainte contre le CNRD par rapport aux événements du 5 septembre. Quel est l'objectif de cette plainte ?

**Oumar Bah :** L'objectif est simple. Vous savez que certaines victimes du 05 septembre 2021, les membres de ces victimes-là sont font partie de notre parti politique. Donc, ils nous ont approchés. Et ils nous ont vraiment demandé de les soutenir. On a réfléchi et on a trouvé que c'est important qu'une personne a besoin de soutien. Surtout ces genres de soutien. Il ne faut pas réfléchir deux fois. Et surtout si on connaît la personne. Donc à partir de là on a décidé de les soutenir. Et immédiatement, on a agi en saisissant le procureur de la République près le tribunal de première instance de Kaloum. Donc on a porté plainte contre le CNRD.

**L'Aigleinfos :** Aujourd'hui, quel l'état d'âme des parents des victimes ?

**Oumar Bah :** C'est vraiment triste. Ils vivent dans la peur et dans une souffrance non seulement morale, mais aussi financière. Parce que ce sont ces victimes-là, c'étaient des pères de familles, des maris de certaines personnes, les fils de certaines personnes. Et c'étaient aussi les frères de certaines personnes. En fait, c'est une coutume chez nous, vous allez voir quand quelqu'un travaille, c'est la personne-là qui soutient toute la famille. Donc personne n'arrive à subvenir aux besoins de ces familles-là. Et je vous informe que le 28 avril, dans notre siège, on a tenu une réunion avec ces femmes-là. Et ces veuves là avec des bébés, des enfants. J'ai pu échanger avec elles. Il n'y a qu'une seule qui a pu voir le corps de son mari. Et ça, c'était le 6 septembre à 6h du matin. Depuis lors, elle n'a plus revu le corps. Donc ces familles-là, ont besoin de faire leur deuil. Donc, où sont les cadavres ? Pourquoi le CNRD n'en parle pas ? Et ça,



ce sont des crimes. Personne n'a le droit d'ôter la vie à d'autres personnes. Non seulement c'est un crime, mais aussi un péché. Donc nous avons décidé, pour un premier temps, de saisir le procureur de première instance de Kaloum. Et si ça ne marche pas, parce qu'on sait toujours ici, elle ne marche pas, on a d'autres plans. De saisir par exemple la CEDEAO. Et on va aller plus loin. Puisqu'il y a des juridictions internationales. D'ailleurs, on a contacté certaines organisations internationales de défense des droits de l'homme. On va travailler ensemble. Vous savez aussi, il y a la cour pénale internationale. Donc on hésitera pas à la saisir. Mais pour l'instant, on a dit d'abord de saisir les juridictions nationales.

**L'Aigleinfos :** Mais le jour du coup d'État, la majorité des personnes mortes sont des militants. Est-ce que vous voulez nous dire c'étaient des militants de votre formation politique ?

**Oumar Bah :** Les militaires là sont issus des familles. Mais les membres de la famille de ces militaires font partie de notre parti politique. Donc certains militaires étaient nos militants.

**L'Aigleinfos :** Le cadre de concertation a été lancé depuis un bon moment. Qu'est-

**ce qui fait que votre coalition n'a pas participé à ce cadre de dialogue? Puisque c'est vous aussi les partis politiques qui avez réclamé le même cadre de dialogue ?**

**Oumar Bah :** C'est le cadre de dialogue qu'on a demandé. Mais ils ont envoyé le cadre de concertation. Nous, on a besoin de cadre de dialogue. C'est-à-dire directement avec les autorités. Maintenant, c'est comme si vous demandez le hamburger, on vous envoie le têt. Donc, nous, nous avons demandé un cadre de dialogue, pas de cadre de concertation, pas directement avec le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Nous voulons directement le président de la transition. C'est pourquoi nous n'y avons pas participé. Et parce qu'on ne croit pas à ce cadre de concertation.

**L'Aigleinfos :** Tout de même, c'est lors du cadre de concertation que le chronogramme de la transition va être fixé selon le CNRD.

**Oumar Bah :** Je pense qu'ils essayent. Mais ça ne marchera pas. Parce que l'ANAD a plus de 70% de l'électorat guinéen. Ils essayent, mais ça ne marchera pas. Parce qu'il y a beaucoup de citoyens qui se reconnaissent dans nos différentes formations politiques. Donc

ces citoyens là, ils respectent nos consignes. Ça, ils sont en train juste d'amuser la galerie.

**L'Aigleinfos :** Combien de temps voulez-vous que la transition prenne ?

**Oumar Bah :** Nous, nous avons estimé 15 mois, y compris le recensement. Sinon, le reste c'est juste leur permettre de s'éterniser au pouvoir, gagner du temps. Ce pouvoir qu'ils ont, ce n'est pas un pouvoir élu. Il y a certaines choses, ils n'ont pas droit de le faire.

**L'Aigleinfos :** Depuis l'arrivée du CNRD au pouvoir, qu'est-ce que vous avez apprécié ?

**Oumar Bah :** Au début, les discours, on les avait appréciés. Mais par après, jusque-là on n'apprécie pas grand-chose. Parce que ce qu'ils font là, c'est du populisme. On n'apprécie rien. Lorsqu'ils sont venus au pouvoir, c'était vraiment un espoir pour tout le peuple guinéen. Parce qu'il y avait un dictateur qui était là. Donc c'était un espoir. Mais pour dire que nous apprécions, là ça reste à réfléchir. En tout cas, nous on n'apprécie pas grand-chose franchement.

**L'Aigleinfos :** L'ultimatum de la CEDEAO est arrivé à son terme. Finalement, cette institution sous-régionales a décidé d'envoyer un émissaire à Conakry pour une ob-

servation. Qu'en pensez-vous ?

**Oumar Bah :** Vous n'êtes pas sans savoir aussi que la junte a envoyé un émissaire au Ghana pour rencontrer le président pour qu'on leur donne encore plus de temps. C'est sûr que c'était par rapport à ça. Mais on verra tout.

**L'Aigleinfos :** Les anciens dignitaires du régime Condé, à leur tête, le Premier ministre Kassory Fofana, sont incarcérés depuis le 06 avril dernier pour "détournement de deniers publics". Quelle est votre réaction ?

**Oumar Bah :** Si leur incarcération est sincère, nous apprécions. Parce que l'évolution des choses, nous n'avons pas complètement confiance. Mais si c'est sincère nous apprécions. Parce que ces gens-là ont commis des crimes de sang, de crimes économiques. Ils doivent répondre devant la justice. Pour l'instant, ce sont les crimes économiques. Peut-être, ce sont les priorités du CNRD de les poursuivre pour des crimes économiques. Sinon on devait commencer par Alpha Condé. Alpha Condé doit être incarcéré. Il doit répondre devant la justice. Et maintenant les autres vont suivre. Mais ils laissent la personne concernée, puis suivre le reste. C'est pourquoi si c'est sincère nous apprécions.

**L'Aigleinfos :** Votre mot de la fin.

**Oumar Bah :** Seulement je lance un appel à l'endroit du pouvoir actuel de faire attention, de reculer, de penser à la population et tout le monde n'a qu'à rester vigilant. Et je lance un appel également à l'endroit de l'ANAD, aux militants. Il faut resserrer les rangs. Parce qu'on ne comprend pas. Donc, il faut rester mobilisés et être prêts à affronter le CNRD. Je vous remercie.

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

Foniké Mengué du FNDC alerte

## « Attention peuple de Guinée, le système est toujours là!! »

Dans une nouvelle tribune publiée dans la presse et sur les réseaux sociaux, le coordinateur national du FNDC, Oumar Sylla alias Foniké Mengué, compare la méthode CNRD et celle du président déchu, Pr Alpha Condé. Pour lui, c'est blanc bonnet et bonnet blanc.



« Entre Alpha qui voulait faire un 3e mandat et le Colonel qui fait un coup d'Etat mais qui aussi décide de confisquer le pouvoir, objectivement parlant, pas de différence. C'est blanc bonnet et bonnet blanc.

On entend dire, acceptez que les militaires nettoient le pays pendant qu'eux-mêmes ont besoin de l'eau à grande pompe et

du savon.

Pas besoin de vous rappeler que beaucoup parmi eux se sont enrichis et continuent de s'enrichir sur l'autel de leur cupidité et leur transhumance déshumanisante et déshonorante. Ils construisent et achètent aujourd'hui des immeubles un peu partout en Côte D'ivoire et à l'étranger. Est-ce normal avec

tous les dégâts que cela va causer qu'on laisse le pays dans les mains de ces gens plusieurs années durant ? Ma réponse est non.

J'ai regardé plusieurs paramètres, j'ai fini par me rendre compte que l'ennemi numéro 1 du colonel Doumbouya aujourd'hui et demain, encore une fois de plus, c'est ceux qui l'encouragent sur ce chemin interdit. L'histoire me donnera encore raison ? Attendons de voir....

Attention peuple de Guinée, le système est toujours là!!

Le mal n'est vaincu et le malheur n'est pas parti. Il est là, sous une autre forme mais aux conséquences identiques et désastreuses.

Retour rapide à l'ordre constitutionnel, encore une fois, essentielle priorité du FNDC. Pour cette cause, nous resterons indéfiniment debout.

De passage, je souhaite une très bonne fête à tous les compatriotes musulmans. Que Dieu accepte notre jeûne et qu'il bénisse notre pays. », a écrit Oumar Sylla alias Foniké Mengué, coordinateur national du FNDC.

Tidiane Diallo

Pèlerinage chrétien à Boffa

## La visite-surprise du colonel Mamadi Doumbouya

Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, était le samedi 30 avril 2022 du côté de Boffa pour rendre visite aux fidèles chrétiens de Guinée, en pèlerinage dans la localité. Il avait à ses côtés le président du Conseil national de la transition (CNT), Dr Dansa Kourouma et certains cadres de la présidence de la République.

Mgr Vincent Koulibaly, l'Archevêque de Conakry, révélera à propos que c'est la première fois, dans l'histoire de l'Eglise de Guinée, qu'un président de la République rend visite aux pèlerins chrétiens à Boffa.

« Nous vous disons un immense merci et nous vous souhaitons une agréable et chaleureuse bienvenue parmi nous. Merci d'avoir pensé à nous. Que Dieu vous bénisse. Que Dieu bénisse notre pays. Que Dieu vous donne des grâces nécessaires pour mener à bien cette transition », a dit l'archevêque de Conakry, Mgr Vincent Koulibaly dans son intervention. Il n'a pas manqué de remercier le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, pour les instructions qu'il a eu à donner aux services compétents de l'Etat pour la finition des travaux de construction du Sanctuaire Marial de Boffa. « Cela nous réjouit et nous encourage à prier intensément pour vous, pour vos collaborateurs du CNRD, pour les membres du gouvernement, pour toutes les structures du CNT, et toutes les structures qui sont à

vos côtés pour vous aider à conduire notre pays sur le chemin de la refondation, sur le chemin de l'unité nationale, sur le chemin du rassemblement des Guinéens. Merci monsieur le président. », dira-t-il.

Après avoir rappelé les raisons qui ont amené le CNRD à prendre le pouvoir le 5 septembre 2021, l'ancien commandant du Groupement des Forces Spéciales a réitéré sa ferme détermination à mener à bout les réformes engagées à ce jour dans le cadre de la refondation de l'État et de la rectification institutionnelle.

« Nous ne céderons à aucune intimidation. Nous irons jusqu'au bout pour le bien-être de nos populations, pour le bien-être de tous les Guinéens. Et je suis aussi à l'aise à l'église qu'à la mosquée parce que je suis tout simplement guinéen. Et sachez que nous vivons ensemble depuis des années, nous vivrons encore ensemble après 1000 ans, personne ne quittera ce pays pour l'autre. », a martelé le tombeur d'Alpha Condé.

Kéfina Diakité

Transition de 39 mois

## L'ANAD de Cellou Dalein Diallo n'en veut pas

Le samedi 30 avril 2022, dans une adresse à la nation depuis Boffa, le colonel Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé, a annoncé qu'il va proposer au CNT 39 mois comme durée de la transition. Dans une déclaration rendue publique le lendemain, l'ANAD, la coalition politique à laquelle appartient l'UFDG de Cellou Dalein Diallo, a rejeté cette proposition du CNRD.

« C'est avec une grande surprise que l'ANAD a suivi, ce samedi 30 avril 2022, l'adresse du Président de la transition imposant à la nation une durée injustifiable de la transition. L'ANAD rejette avec force cette décision unilatérale qui viole la Charte dans

son article 77 qui dispose que « la durée de la transition sera fixée de COMMUN ACCORD entre les forces vives de la nation et le CNRD ». L'ANAD rappelle que les principales forces vives du pays ont demandé avec insistance et ce, dans le respect de l'esprit de la Charte, la mise

en place d'un cadre de dialogue direct entre elles et le CNRD, avec la participation de la société civile et des partenaires techniques et financiers, sous la médiation d'un facilitateur de la CEDEAO. Et ce, pour définir, sur une base consensuelle, un cadre juridique et réglementaire ainsi que les conditions techniques et les délais nécessaires à l'organisation d'élections inclusives et crédibles.

Ignorant ces appels, le CNRD a créé « un cadre de concertation » assujéti dont il définit la composition, nomme les membres, fixe l'ordre du jour et la pé-

riodicité de ses réunions, décide des orientations des délibérations et des conclusions qui doivent en résulter. Ce n'est donc pas une surprise que le CNRD s'appuie sur les conclusions orientées de ce cadre de concertation pour s'octroyer une prolongation de 39 mois.

L'ANAD dénonce cette volonté obstinée de conserver le pouvoir, au delà du temps requis pour l'organisation d'élections crédibles, par des manœuvres et combines qui ne font pas honneur au CNRD qui avait juré de conduire une transition inclusive et transparente, en faisant de la justice

sa boussole.

La violation de la Charte provient aussi de la volonté du CNRD de faire entériner une décision inique par le CNT auquel il confère une force juridique que cet organe ne détient pas de la Charte. C'est pourquoi, l'ANAD met en garde les membres du CNT qui se prêteront à ce jeu de manipulation qui les rendrait coupables de forfaiture aux yeux de la nation.

L'ANAD demande de nouveau au CNRD de se ressaisir en respectant la Charte de la transition. Une fuite en avant, encouragée par ces sempiternels manœu-

vriers de tous les pouvoirs qui sont sans foi ni loi, mettrait en danger la transition et la cohésion de notre nation.

En tout état de cause, l'ANAD, en accord avec les forces vives les plus représentatives de la nation, prévient qu'elle usera de tous les moyens légaux et légitimes pour que la Charte de la transition et les règles et les principes de la démocratie soient respectées. », lit-on lire dans la déclaration de l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie (ANAD).

Tidiane Diallo

Relations Guinée-CEDEAO

# La sortie fracassante du ministre Ousmane Gaoual Diallo

Ousmane Gaoual Diallo est le porte-parole du gouvernement de transition dirigé par Mohamed Béavogui. Dans l'émission "Mirador" de FIM FM du lundi 25 avril, l'actuel ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'aménagement du Territoire n'a pas mis de gant pour tacler la CEDEAO qui menace de prendre des sanctions contre la Guinée pour manque de lisibilité et de visibilité de sa transition.



« Le gouvernement guinéen n'agit pas sous des contraintes ou sous le diktat de qui que ce soit. Je pense que la CEDEAO depuis un certain temps, s'est détournée de l'objet d'être une institution au service des populations et de plus en plus, il apparaît aux yeux de l'opinion publique ouest-africaine comme une organisation au service de quelques chefs d'Etat et cela ne marchera pas. La Guinée prendra les décisions qu'il faut lorsque le moment viendra pour assumer aussi bien son indépendance et sa volonté de renforcer la coopération dans le respect mutuel des uns et des autres Etats », a martelé le ministre porte-parole du gouvernement.

Et Ousmane Gaoual Diallo de poursuivre en ces termes: « les sanctions de la CEDEAO, si elle veut les mettre en exécution pour contribuer à affaiblir la Guinée, elle peut les pren-

dre et les conséquences, la CEDEAO sera là aussi pour les administrer, c'est ce qui est important. Quel est l'objectif de la CEDEAO ? Elle ne s'est jamais penchée sur la spécificité des problèmes qui ont conduit la Guinée là où elle est... Nous, nous ne sommes pas dans la guerre contre la CEDEAO. Si la Guinée devrait être en guerre contre la CEDEAO, elle prendra la décision de se retirer de la CEDEAO mais ce n'est pas ça qui est sur la table. Les nations adhèrent librement aux institutions internationales et s'en retirent aussi librement. Rien n'est exclu. La Mauritanie s'est retirée de la CEDEAO et continue sa vie. Est-ce qu'elle a été rayée de la carte d'Afrique... ». Une sortie qui n'a pas manqué de faire réagir aussi bien en Guinée que dans la sous-région.

Kéfina Diakité

## Migrations

# Plus de 3.000 migrants sont morts en mer en 2021 en route vers l'Europe, indique l'ONU

Plus de 3.000 migrants sont morts l'an dernier en mer alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Europe, soit le double du bilan enregistré en 2020, a indiqué l'ONU vendredi.

« Sur ce total, 1.924 personnes ont été déclarées mortes ou disparues sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale, tandis que 1.153 autres ont péri ou ont été portées disparues sur la route maritime de l'Afrique du Nord-Ouest vers les îles Canaries », a déclaré un porte-parole de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR) à Genève, Shabia Mantoo.

En 2020, 1.544 décès avaient été signalés pour les deux routes.

« Fait alarmant, depuis le début de l'année, 478 personnes supplémentaires ont péri ou ont été portées disparues en mer », a re-

levé Mme Mantoo.

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, la pandémie de Covid-19 et les fermetures de frontières qui en ont découlé ont eu un impact sur les flux migratoires, de nombreux réfugiés et migrants se tournant vers des passeurs pour tenter de rejoindre malgré tout l'Europe.

La plupart des traversées en mer se font à bord de bateaux gonflables bondés et en mauvais état, indique le HCR. Nombre de ces embarcations se dégonflent ou chavirent, entraînant le décès des occupants.

« Le voyage en mer de-



puis les Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest, tels que le Sénégal et la Mauritanie, et les îles Canaries est long et périlleux et peut durer jusqu'à 10 jours », a souli-

gné la porte-parole du HCR, lors d'un point de presse régulier des agences de l'ONU à Genève

« De nombreux bateaux ont dévié de leur route ou

ont disparu sans laisser de traces dans ces eaux », a-t-elle poursuivi.

AFP

Proposition de la durée de la Transition

# Le discours intégral du colonel-président Mamadi Doumbouya

Le samedi 30 avril 2022, dans une adresse à la nation depuis Boffa, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a annoncé qu'il va proposer au CNT 39 mois comme durée de la transition. Nous nous proposons ici l'intégralité dudit discours. Lisez...

« Guinéennes, Guinéens, Mes chers compatriotes,

Le 5 septembre 2021, un jour nouveau s'est levé pour notre pays. Notre Armée Nationale, patriote et républicaine, qui s'est toujours tenue aux côtés de son peuple, et veille sur la République, a pris ses responsabilités, pour redresser le cours de notre histoire et de notre destin commun.

Au péril de nos vies, en hommes et femmes d'honneur voués au sacrifice suprême, dont la vie est dédiée à la patrie ; nous avons fait le serment solennel de libérer la Guinée du poids de tous ses démons, d'exorciser aussi les fantômes qui la hantent depuis toujours.

Le peuple a soutenu son armée pour solder le passé et ouvrir pour le pays, de vastes chantiers de la refondation de l'État et de la restauration de la démocratie.

Mes chers compatriotes,

Tout notre parcours est marqué par des choix difficiles et assumés, des décisions responsables et conséquentes dont le tribut fut parfois lourd. Mais à aucun moment, nous n'avons baissé les bras ou renoncé à notre liberté et à nos convictions profondes.

Si nous nous préoccupons tous de là où nous allons, nous devons chaque fois, interroger notre mémoire pour nous rappeler, d'où nous venons.

Mes chers compatriotes,

*Devons-nous défendre la Guinée d'abord, ou comme depuis longtemps, devons-nous nous limiter chacun à défendre notre cause personnelle et des intérêts partisans ?*

Le choix qui nous est donné, à tous, demande de notre part un sens élevé de responsabilité et un sursaut patriotique.

Il n'est jamais facile de changer un ordre établi, même s'il ne profite qu'à une minorité, de remettre en cause des droits acquis même injustifiés et illégitimes.

Mais, c'est un sacrifice que



nous avons décidé de consentir, en toute conscience et en toute responsabilité, pour rétablir l'État dans ses droits et finir avec le laisser-aller et l'impunité chronique.

La Guinée doit être débarrassée des inégalités, des injustices, des discriminations, de tous les manquements qui entament la cohésion nationale, menacent la paix sociale et affectent l'autorité de l'État.

Mes chers compatriotes,

J'invite tout un chacun, à privilégier le projet commun et à **s'engager dans l'élan national du CNRD**, qui ambitionne de parvenir à l'unité de notre pays.

Tout en restant nous-mêmes, en gardant notre identité, en tenant compte de nos différences, nous restons ouverts au monde, à la coopération avec tous les États, toutes les institutions et tous les partenaires dans le respect de notre souveraineté.

Une Guinée debout et fière, réconciliée avec elle-même, écoutée et respectée dans le monde est celle dont nous faisons le pari en cette phase cruciale de notre histoire.

Une histoire faite de moments de fierté, de gloire, de bonheur mais marquée aussi par des événements douloureux et des tragédies inoubliables.

C'est à partir des leçons de notre vécu commun et de toutes les erreurs parfois tragiques du passé que nous

pourrons surmonter les difficultés du présent et relever tous les défis qui se profilent à l'horizon.

Mes chers compatriotes,

La Transition en cours a pour finalité, nous en convenons tous, de restaurer, de renforcer la démocratie et l'État de droit. De rétablir tous les fondamentaux de la République et de la Nation. En même temps, c'est une vision noble d'une ambition nationale plus large, portée par une grande ferveur populaire et conduite avec une adhésion massive des braves populations.

Une autre Guinée et une nouvelle société sont à notre portée, celles où il n'y aura pas d'impunité, celles où le bien triomphera du mal.

L'égalité des chances sera garantie, tous les citoyens auront les mêmes droits et les mêmes devoirs, le fort ne brimera pas le faible.

En clair, le CNRD aspire à une Guinée d'égalité et de justice et y travaille de toutes ses forces.

C'est à la fois une exigence politique de notre époque et une demande sociale pressante. Cela est une priorité pour nous, aux côtés de toutes les autres préoccupations exprimées légitimement.

Guinéennes,

Guinéens,

Mes chers compatriotes,

Je ne décide pas seul, j'agis avec tout le monde.

C'est pourquoi, il y a eu successivement, les journées nationales de concertation, les assises nationales, et maintenant le cadre de concertation et de dialogue, qui viennent de rendre leurs conclusions provisoires.

C'est le lieu pour moi de remercier tous ceux qui ont contribué à la réussite de ces différents travaux.

Chaque Guinéen a droit à la parole, l'avis de tout le monde compte.

C'est la volonté de la majorité qui tranche les contradictions, de même que celle du peuple souverain a vocation à rallier tous et à s'imposer à chacun.

Il en est de même de la durée et du chronogramme de la Transition, que des autres questions vitales de la nation.

**De toutes les consultations engagées à tous les niveaux depuis le début de la Transition, avec toutes les composantes de la nation, auprès de tous les Guinéens partout où ils se trouvent, il ressort une proposition médiane d'une durée consensuelle de la Transition de 39 mois.**

Le CNRD et le Gouvernement à leur tour soumettront au CNT, qui tient lieu de parlement, cette proposition qui est consécutive à de larges et patientes concertations.

Le temps, aussi bien dans nos vies que dans nos œuvres, peut être un repère,

une limite, une préoccupation.

Mais c'est d'aller au bout du rêve que nous partageons et de notre idéal qui nous incombe à tous. Nous franchirons les étapes, les unes après les autres, poserons pierre après pierre pour continuer à bâtir notre maison commune. Sur ce chemin de tous les espoirs et de notre renaissance souhaitée, aucun malentendu n'est insurmontable, aucune divergence ne devrait nous opposer et diviser.

La Démocratie a ses règles et exigences, notamment de consulter le peuple chaque fois que cela est nécessaire et de l'écouter **afin de connaître** ses aspirations profondes et en tenir compte. C'est le choix que nous avons fait, c'est aussi notre démarche et notre préoccupation de tous les jours.

C'est le moment et l'occasion de rappeler à tous, qu'entre Guinéens de bonne foi et patriotes, nous pouvons trouver les solutions appropriées à tous nos problèmes, même ceux qui paraissent insolubles.

Nous sommes ouverts au dialogue sur toutes les questions concernant la vie de notre pays et de son devenir. Cet exercice démocratique exclut totalement les egos et les ambitions personnels.

Ensemble, nous pouvons changer notre pays, relever les défis qui nous incombent ; refonder notre État et notre nation. C'est ensemble que nous réussirons. Nous le devons à nos ancêtres, mais aussi à nos enfants.

En ce mois saint de Ramadan qui tire à sa fin et à l'occasion du pèlerinage chrétien en cours, puisse Dieu exaucer nos prières et nos vœux,

Bénisse la Guinée et les Guinéens. Je vous remercie. », a déclaré le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya.

**Kéfina Diakité**

Durée de la Transition

## Dr Faya Millimouno du BL favorable à la proposition du CNRD



politique dirigée par Cellou Dalein Diallo, le FNDC, le FNDC politique (UFR, MoDel) ainsi que le RPG Arc-en-ciel et alliés, rejettent catégoriquement la proposition du CNRD.

Pour ce qui est de Faya Millimouno du Bloc Libéral et de la coalition politique, la CPR, il se dit plutôt favorable à la proposition du CNRD

« Ce délai ne peut être qu'acceptable par le Bloc Libéral, parce que dès le début, j'ai proposé la même période (30 mois) à travers la coalition que je coordonne, la CPR. Donc, je ne pourrai qu'accepter et accompagner positivement la junte à donner une institution et une situation dignes de nom », a confié Dr Faya Millimouno à Mediaguinee. « Ceux qui parlent de 1 ou 2 ans, qu'ils comprennent que le chemin est long. Donc, il faut qu'on évite de tomber dans les mêmes problèmes que la transition passée », a-t-il ajouté. Cette sortie du chef de file du Bloc libéral (BL) ne manquera pas de faire réagir au niveau des autres partis politiques et des plateformes de la société civile.

Kéfina Diakité

Le samedi 30 avril 2022, dans une adresse à la nation depuis Boffa, le tombeur d'Alpha Condé a annoncé qu'il va proposer au CNT 39 mois comme durée de la transition. Mais comme il fallait s'y attendre, les acteurs sociopolitiques n'ont pas tardé à réagir et à réitérer leur position par rapport à la conduite de la transition. C'est le cas par exemple de l'ANAD,

la coalition politique à laquelle appartient l'UFDG de Cellou Dalein Diallo, qui ne s'est pas posé mille et une questions pour rejeter ce chronogramme proposé par le CNRD et que d'aucuns appellent déjà le "chronogramme de la discorde". Elle l'a fait savoir à travers une déclaration rendue publique le dimanche 1<sup>er</sup> mai. A l'instar de cette plateforme

Justice

## Me Sidiki Béréte tacle les juges de la CRIEF dans l'affaire Kassory et Cie

A la faveur d'une conférence de presse qui s'est tenue le mercredi 27 avril 2022, dans un hôtel de la place, Me Sidiki Béréte, membre du collectif d'avocats de Kassory Fofana et Cie, a regretté le fait que les juges de la CRIEF, selon lui, aient confié leurs carrières à une transition. Il dit être sur sa faim par rapport au traitement du dossier Kassory Fofana et Cie par ces juges.



« Le ministère public, s'il était sûr de sa procédure de flagrante, alors pourquoi il a reviré ? Il est revenu, pourquoi il n'est pas parti à l'audience de flagrante. Est-ce qu'il y a la flagrante en matière d'une infraction traitée par une procédure spéciale ? Non! Est-ce que nos clients ont été arrêtés conformément à l'article 461? Non. Ils ont été arrêtés en flagrant délit? Non. Est-ce que le procureur était à même de présenter sur le champ nos clients ? Non. Donc, ce sont des violations. Quand on parle, le bâtonnier dit de doser, on est obligé de doser », a martelé Me Sidiki Béréte. Et d'ajouter: «Les juges de la CRIEF ont confié leurs carrières à une transition, une petite période courte. C'est la Guinée ça, on se verra après la transition. On ne doit pas confier sa carrière à une transition. C'est des jeu-

nes qui étaient l'espoir de notre justice, ils ont dit que les vieux sont dépassés, ils sont ceci ou cela. Mais eux ils sont venus, ils se sont noyés, ils ont mordu à l'appât d'illégalité et d'irrégularité. De toutes les façons, on reste sur notre faim. Comme on nous exige de comparaître maintenant par la volonté du procureur, on viendra devant le cabinet d'instruction. Ceux qui étaient indépendants là-bas déjà on les a fait sauter »

A noter que le même jour, Amadou Damaro Camara (ancien président de l'assemblée nationale) et Louncény Camara (ancien président de la CENI) ont rejoint Kassory Fofana et Cie à la Maison centrale de Conakry. Sale temps donc pour les anciens dignitaires du régime Alpha Condé.

Kéfina Diakité

Assises nationales

## Le rapport provisoire présenté au président de la Transition

Le vendredi, 29 avril 2022, au Palais Mohammed V, après 36 jours d'intenses activités, les membres du Comité National des Assises (CNA) ont présenté le rapport provisoire des Assises nationales au président de la Transition, le Colonel Mamadi Doumbouya, a-t-on appris de la Direction de la Communication et de l'Information de la Présidence de la République (DCI-PRG).

« Suite au lancement des Assises nationales par le Chef de l'Etat, le 22 mars dernier, les membres du CNA ont sillonné les 33 préfectures, les 6 communes de la capitale et les représentations diplomatiques du pays pour recueillir les avis des citoyens au compte des journées de vérité et de pardon.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence des membres du Gouvernement et du Cabinet civil de la présidence.

Le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mory Condé a rappelé les démarches enga-

gées par le Chef de l'Etat pour la mise en place du CNA et le travail effectué par les membres de cette structure en un temps record.

En remettant ce rapport provisoire au président de la Transition, Elhadj Mamadou Saliou Camara, premier imam de la Grande Mosquée Fayçal et coprésident du CNA a remercié le Chef de l'Etat pour la confiance placée aux membres dudit comité avant d'indiquer que ce rapport provisoire était le fruit des avis des Guinéens d'ici et d'ailleurs. Il a aussi fait savoir que l'immensité de leur mission et les difficultés qui s'y

attachent n'ont pas eu raison de leur détermination à réunir les Guinéens autour d'un objectif commun.

S'exprimant au nom du président de la Transition, le Colonel Amara Camara, porteparole de la présidence, s'est félicité du travail accompli avant de rendre un vibrant hommage aux membres du CNA. Il a aussi mis l'occasion à profit pour les inviter à peaufiner ce rapport avant de le publier. », rapporte la DCI-PRG.

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Football mondial

# Décès à 54 ans de Mino Raiola, le redouté agent d'Ibra, Haaland et Pogba

De Zlatan Ibrahimovic à Paul Pogba en passant par le prodige Erling Haaland ou Gianluigi Donnarumma, l'agent de joueurs Mino Raiola, dont le décès à l'âge de 54 ans a été annoncé par sa famille samedi, était l'un des plus influents intermédiaires du monde du football.

« C'est avec une tristesse infinie que nous annonçons le décès de l'agent de joueurs le plus bienveillant et génial qui ait existé », ont écrit ses proches sur son compte Twitter.

Volontiers roublard et clivant, réputé pour son bagout et son sens des affaires, l'Italo-Néerlandais était adoré par ses joueurs, pour qui il décrochait souvent de somptueux contrats, mais redouté par les clubs, qui connaissaient ses qualités de négociateur.

S'entendre avec le gourmand Raiola était parfois difficile. L'AC Milan en sait quelque chose: en 2021, il a dû laisser partir libre (pour le PSG) le meilleur joueur de l'Euro, le gardien Gianluigi Donnarumma, faute d'avoir contenté les revendications de



l'agent.

Raiola reste aussi célèbre pour la triple commission hors normes décrochée à l'occasion du transfert en 2016 de Paul Pogba entre la Juventus Turin et Manchester United, soit au total quelque 49 millions d'euros pour un transfert évalué au total à un peu plus de 100 M EUR, selon des documents ayant fuité dans la presse

l'année suivante.

Pour devenir l'un des agents les plus en vue du football mondial, à la tête de l'une des écuries de joueurs les plus prestigieuses, Mino Raiola a profité du développement des transferts internationaux dans les années 1990, dans la foulée de l'arrêt Bosman, et de l'explosion des droits TV au 21e siècle.

Né en 1967 en Italie, en Campanie, Carmine Raiola, de son nom complet, a grandi aux Pays-Bas, à Haarlem, où sa famille est partie s'installer quand il avait un an.

Adolescent, il travaille dans le restaurant familial mais commence surtout à se rendre indispensable dans le club de football local, dont il devient un dirigeant

au début des années 1990.

Peu à peu, il s'intéresse aux transferts de joueurs, aux Pays-Bas puis vers l'Italie. Il participe notamment à la transaction amenant Dennis Bergkamp de l'Ajax Amsterdam à l'Inter en 1993 et décide ensuite de se lancer en solo.

Le transfert de Pavel Nedved à la Lazio Rome, en 1996, est l'un des premiers gros coups de cet homme qui parle sept langues.

Son écurie ne cessera de grandir: Pogba, Ibrahimovic (un ami), Balotelli, De Ligt, Verratti, Donnarumma, Marcus Thuram, Kean ou encore Haaland, prodige appelé à assurer la prospérité de l'agent.

Un agent par ailleurs vent debout contre la Fifa qui entend régler la profession et plafonner les commissions: « Comment est-ce possible de mettre une limite au talent? Ce serait comme mettre une limite pour les prix des tableaux de Leonard de Vinci ou Rembrandt », tonnait-il en décembre 2020 dans TuttoSport.

Afp

Etats-Unis

# Biden veut allouer 33 milliards de dollars « pour aider l'Ukraine à se défendre »

**Les Etats-Unis ne peuvent se permettre de rester passifs face au conflit en Ukraine, a expliqué jeudi Joe Biden pour justifier sa demande au Congrès d'une colossale rallonge budgétaire de 33 milliards de dollars pour principalement livrer davantage d'aide militaire à Kiev.**

Sur ce total, 20 milliards doivent aller à la fourniture d'armements, soit près de sept fois plus que les quantités pourtant impressionnantes d'armes et munitions déjà fournies à l'Ukraine depuis l'invasion russe, déclenchée le 24 février.

Kiev a déjà reçu 10 armes anti-char pour chaque blindé russe, a ainsi vanté le président américain lors de son allocution prononcée à la Maison Blanche.

Mais les Etats-Unis « n'attaquent pas » la Russie, a-t-il assuré, ils « aident l'Ukraine à se défendre » face aux « atrocités et à l'agression » russe. Le Kremlin avait plus tôt mis en garde contre des livraisons d'armes à l'Ukraine qui « menacent la sécurité » européenne.

– Achoppement –

Ces 33 milliards d'aide supplémentaire doivent désormais être débloqués par le Parlement américain.

Mais les discussions entre élus, dont le soutien à Kiev est pourtant unanime, achoppent pour l'instant sur le contenu de la loi censée étendre l'aide militaire: les démocrates

veulent y insérer un amendement pour augmenter du même coup le budget de la lutte anti-Covid aux Etats-Unis, ce que les républicains refusent catégoriquement.

Si le chef des sénateurs démocrates Chuck Schumer essaie de lier les deux, « ça condamnera probablement les deux » à l'échec, a prévenu un membre de la direction républicaine au Sénat.

Pour l'Ukraine, cette aide est pourtant urgente: plus de deux mois après le début du conflit, la Russie a redoublé ses assauts sur le sud et l'est du pays, qui subissaient jeudi un feu nourri de bombes.

Et, après s'être cantonné à des armes vues comme défensives, Washington envoie désormais artillerie, hélicoptères et drones à l'armée ukrainienne, dont des soldats sont formés au maniement de ces armes aux Etats-Unis ou dans des pays tiers avant de retourner au front.

– « Chantage » –

Joe Biden a par ailleurs fustigé jeudi les menaces « irresponsables » de Vladimir Poutine d'un

éventuel recours à l'arme nucléaire. « Cela montre le sentiment de désespoir ressenti par la Russie confrontée à son misérable échec au regard de ses objectifs initiaux », a-t-il jugé.

Son administration veut accroître la pression sur le président russe et son entourage en proposant de liquider les avoirs « kleptocratiques » saisis auprès d'oligarques russes et d'en transférer le produit à Kiev « pour compenser le préjudice causé par l'agression russe », a précisé la Maison Blanche dans un communiqué.

Ces avoirs saisis s'élèvent à ce jour, pour les seuls pays de l'Union européenne (UE), à plus de 30 milliards de dollars d'avoirs russes dont près de 7 milliards en biens de luxe appartenant aux oligarques (yachts, œuvres d'art, immobilier et hélicoptères), indique ce communiqué.

Les Etats-Unis ont quant à eux « sanctionné et bloqué des navires et avions pour une valeur de plus d'un milliard, ainsi que gelé des centaines de millions de dollars d'avoirs d'élites russes sur des comptes américains ».



Et, ce mois-ci, l'Espagne a accédé à une requête américaine visant à saisir un superyacht, d'une valeur de 90 millions de dollars, appartenant au milliardaire russe Viktor Vekselberg, un proche allié du président Vladimir Poutine.

Des mesures punitives qui ne devraient pas faiblir, la Maison Blanche

promettant jeudi de continuer à « sévir » contre les manœuvres « d'évitement des sanctions » en renforçant les capacités américaines d'investigations et de poursuites contre les oligarques tentés de s'y soustraire.

Afp